

## Mohamed Sedrati

Agro-vétérinaire marocain et ancien Directeur de l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II à Rabat (1984-1998).

Février 2022

**Habib** - Bonjour Si Mohamed !

**Mohamed** - Bonjour, Si Habib

**Habib** - Je veux vous demander, si vous voulez, de vous présenter un peu de la manière que vous souhaitez. Vous êtes qui ?

**Mohamed** - Je suis Mohamed Sedrati. Fils de Mohamed Ben Ahmed Sedrati, né un 28 janvier de 1938 à Fès. J'ai grandi à Fès.

Alors, si vous me permettez, avant de continuer, j'aimerais tout d'abord vous féliciter pour cette initiative. Elle est pertinente, peut-être arrivée en son temps et je vous félicite pour avoir associé les trois pays, parce que ces trois pays ont une histoire commune, séculaire de longue date, avec des problèmes mais également des moments d'amitié et de communauté, de sentiments. Il y a la communauté de religion, il y a la communauté de fond de la langue. Bien que les trois pays aient des langues locales différentes. Mais nous nous comprenons quand même et nous avons cette communauté de l'islam, de l'arabe classique bien entendu, que nous partageons.

Mais nous avons aussi partagé pendant quelques années, pour certains beaucoup plus, nous, nous étions sous Protectorat. Je pense que la Tunisie aussi était un protectorat. En revanche, notre voisin, l'Algérie était une colonisation et jusqu'à être divisée en départements français. Alors je voudrais vous redire que je vous félicite pour cette initiative et pour cela j'accepte de participer, de répondre à vos questions. Alors maintenant je peux continuer, si vous le voulez bien, sur la question de « qui suis-je ? »

Je suis donc un jeune Marocain, quand j'étais jeune, maintenant je suis un vieux Marocain ! Les années passent bien sûr. Je crois qu'avec ma date de naissance, vous imaginez mon âge et je suis très heureux d'être encore en bonne santé et de pouvoir continuer à vivre une vie et d'avoir toujours des contacts, notamment l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II, où j'ai passé quand même une bonne partie de ma vie. Près de quatorze ans, comme directeur. Mais bien avant d'être directeur, dès que les premiers étudiants ayant réussi leurs deux années préparatoires à la faculté des sciences de Rabat ont rejoint l'Institut.

Et c'est là que le professeur Delage qui a eu cette heureuse initiative, avait demandé au premier directeur, notre grand Si Abdallah Bekkali, de développer l'enseignement agronomique au niveau du Maroc, à Rabat. J'avais passé une année chez le professeur Delage pour développer mes connaissances en alimentation animale, qui était une question réduite dans le programme des écoles vétérinaires françaises. Comme j'étais fils d'agriculteur, et connaissant les problèmes de l'élevage puisque je me destinais à être

médecin vétérinaire, je me suis dit que, vue la situation des années 60 au moment où j'allais terminer mes études, je devais compléter ma formation de médecin véto en faisant une formation plus complète en alimentation animale. Ce professeur Delage, chez qui j'étais élève, était à l'époque patron du département des productions animales au niveau de l'Institut agronomique de Paris. Par la suite, il est devenu directeur, je pense qu'il l'était déjà lorsqu'il est venu nous voir. Il est venu pour apporter une collaboration avec l'institut au niveau du département, mais aussi conseiller le directeur, parce qu'il avait déjà une expérience dans son institut à Paris.

Voilà, une petite digression par rapport à la présentation de « qui suis-je ? »

Je suis né dans la médina de Fès, donc dans la ville traditionnelle, et ma première scolarisation s'est passée dans une école primaire créée par les Français, mais essentiellement destinée, puisqu'elle se trouvait en médina, aux élèves marocains. J'ai rejoint cette école vers l'âge de six ans, sans avoir passé une année complète dans un Msid, contrairement à ce que souhaitait mon grand-père, pour apprendre le Coran, être initié à l'islam, savoir faire la prière, connaître des versets qu'on doit réciter, etc., je passe sur ces détails.

Il y avait eu une vive discussion entre mon grand-père et mon père, je m'en souviens parce que j'y avais assisté malgré mon jeune âge, c'était un début d'été, au mois de juin, avant que je n'accède à l'école au mois d'octobre. Mon grand-père, bien sûr, tenait à ce que son petit-fils suive la voie traditionnelle de passer même parfois plusieurs années au Msid. Mais mon père, qui avait suivi cette voie, avait été frustré lorsque des représentants des autorités marocaines locales, accompagnés d'une autorité française - je n'ai pas les détails de leurs fonctions, c'est juste le souvenir que m'a raconté mon père - étaient passés dans les Msid.

A l'époque, ils proposaient aux élèves de suivre les écoles françaises qui allaient être ouvertes, et qui conduiraient ces futurs élèves qui deviendraient étudiants, à des formations sur le droit pour être avocats, juristes, à des formations en médecine, des formations d'ingénieur, enfin toutes les formations de style moderne. Ces élèves devaient d'abord prendre l'avis de leurs parents. On avait respecté l'accord des parents. Revenu à la maison, mon père en parle avec sa mère, son père, donc mes grands-parents, et son père lui dit : « Quand ils reviendront pour prendre ta réponse, tu mets ton capuchon de djellabah et tu t'étends sur la hassira (*tapis en jonc*). Je ne veux pas qu'ils voient ni ta tête ni ton visage parce qu'aller dans cette école, ça va te conduire à devenir un français et ceci est contraire à notre loi de l'islam. » Mon père, qui avait déjà passé cinq ou six ans voire plus au Msid, puisqu'il devait avoir douze ans ou treize ans déjà, a été frustré, parce que beaucoup de ses camarades se sont inscrits dans ces écoles et sont devenus médecins, avocats, instituteurs, professeurs. Et ça, ça l'a marqué. Alors il ne voulait pas que je suive la même voie, même s'il fallait peut-être cette initiation. J'ai donc eu droit à quelques mois de Msid où j'ai appris évidemment quelques sourates. On nous conduisait dans la mosquée proche du Msid et effectivement, j'ai appris à faire les ablutions, puis à prier. Nous récitions les sourates du Coran que nous avions apprises. Voilà.

**Habib** - Alors j'ai une question là-dessus. Est-ce que dans la position de votre grand-père, il y avait aussi une dimension politique ? Est-ce que c'était une position qu'on appellerait aujourd'hui anticoloniale ? Ou est-ce que c'était juste la religion qui comptait ?

**Mohamed** - C'était à la fois la religion et l'anticolonial. Parce que, déjà, mon grand-père et son épouse, dès qu'ils avaient appris que le Maroc avait signé l'accord d'Algésiras, dans les années 1912, je crois, avaient fui du Jebel. Nous sommes de la région des Jbala. Ils avaient

fui parce qu'ils voulaient éviter le contact avec les Chrétiens. On allait avoir des Français ou des Espagnols, ça dépendait de la région. Ils ont entendu que le Maroc allait être envahi par des Chrétiens. Et donc, ceux qui avaient une certaine sensibilité religieuse, pour protéger leur religion, ont quitté le petit village où ils habitaient, où ils avaient un peu d'agriculture, comme un peu la population traditionnelle, rurale. Pas des grands propriétaires, des gens qui se partageaient ce qu'on appelle le bled commun de la tribu. Ils sont descendus à Fès puisqu'à l'époque Fès était la capitale du Royaume du Maroc.

**Habib** - Je voudrais revenir un peu à votre première étape, cette période, l'éducation, vous aviez des frères et sœurs ?

**Mohamed** - À ce moment-là, j'étais le seul enfant, orphelin de ma mère, qui était morte quand je devais avoir quatre ans à peu près. Mon père s'est remarié quelques mois, peut-être une année, après le décès de ma mère biologique, et il a épousé une jeune femme d'une famille petite bourgeoisie. Le père de cette jeune femme était boucher, il avait une boucherie en ville nouvelle. Je me souviens que lorsqu'elle est arrivée, elle avait une quinzaine d'années. À cette époque les jeunes filles étaient mariées très jeunes. Vraiment très peu allaient à l'école et lorsqu'elles allaient à l'école, c'était l'école primaire, dans une école où on enseignait l'arabe.

**Habib** - Et votre maman, la deuxième, pardon, avait été scolarisée un moment ?

**Mohamed** - Elle a été dans des maisons où on formait ces jeunes femmes, ces futures jeunes femmes, à la couture, la cuisine ... Et des sourates du Coran, on leur apprenait également les prières, les ablutions. On leur donnait des notions de l'islam. Mais pas de formation d'écrit ni de lecture. En tout cas, pour la personne qui a été ma mère, qui m'a élevé et qui m'a toujours considéré comme son premier fils.

**Habib** - Maintenant, même si votre père a fait le choix de vous envoyer à l'école française pour vous scolariser, contrairement à l'avis de son père, quelle était l'éducation, l'autre éducation, l'éducation familiale, l'éducation à la vie, peut-être plutôt conservatrice ou plutôt ouverte, c'était quoi comme ... ?

**Mohamed** - Oh, ça a été plutôt une éducation ouverte

**Habib** - C'était mixte. L'école a été mixte ?

**Mohamed** - Elle était mixte, ah oui, elle était mixte et même la cour était mixte. J'y ai passé je crois, deux années. J'avais fini la quatrième à l'école marocaine et j'ai donc repris la troisième et la seconde de l'école primaire. Et c'est en seconde qu'on passait un examen pour accéder au lycée.

**Habib** - Là vous étiez déjà à quel âge ?

**Mohamed** - Ça c'était entre six et huit, huit et demi, neuf ans, lorsque j'ai fait les trois premières années à l'école, dans la Médina. C'est une école qui était à 100 mètres de la maison, je faisais le parcours à pied.

**Habib** - Et après donc, vous avancez votre scolarité ?

**Mohamed** - Alors oui, c'était dans l'école de la ville nouvelle.

Je voudrais signaler la qualité de ma première formation dans l'école marocaine. Au point que lorsque je suis arrivé dans cette école française, et bien je n'avais aucun retard en ce qui concerne la connaissance de la langue française, et je félicite vraiment les enseignants de l'époque qui étaient excellents, au point que j'étais dans les deux trois premiers, souvent premier, dans cette nouvelle école.

Alors là-bas, il n'y avait plus d'arabe. C'était ça le gros problème, parce qu'évidemment, mon grand-père était inquiet de ce que je deviendrais, du fait que je n'avais pas continué l'apprentissage du Coran et de la langue arabe. Il avait un ami qui avait un fils à la Quaraouiyine. Et en parlant avec ce monsieur, parce qu'il s'en plaignait à ses amis, il lui dit mon fils n'a pas voulu m'écouter, et voilà. Alors son ami lui a proposé que son fils vienne me donner des cours. Mais ce pauvre garçon qui avait 18 ans ou 19 ans, et peut-être déjà un an ou deux à la Quaraouiyine, n'avait pas de pédagogie, c'est maintenant que je le dis ! À l'époque, je savais juste que je rouspétais parce que je n'arrivais pas bien à apprendre avec lui. Par conséquent, lorsque je suis passé en seconde et que nous devons préparer cet examen pour accéder au lycée, j'ai dit à mon père, en pleurant : « Ecoute, cette année est très difficile. Il faut que je me prépare pour réussir au lycée. Ce monsieur-là, il est très gentil, je n'ai rien contre lui, mais je n'arrive pas à suivre avec lui ma formation en arabe. » Mon père m'a fait plaisir, enfin, il a compris la nécessité de me laisser parce que, peut-être, il ne voulait pas prendre la responsabilité si j'échouais. Alors il a préféré me donner, je ne dirais pas raison, mais enfin suivre ma demande.

**Habib** - Et au moment du bac. Le bac, vous avez un bac quoi, sciences ?

**Mohamed** - A mon époque, on passait deux bacs, deux parties. La première partie c'était un bac sciences parce que j'avais suivi la voie sciences. Mais j'avais eu un professeur d'anglais depuis la sixième. C'était quelqu'un qui était démobilisé et s'était engagé à nouveau, au cours de la deuxième guerre mondiale.

**Habib** - Donc vous finissez votre bac, et à ce moment-là c'était quoi ?

**Mohamed** - Alors, la première partie, c'était le bac sciences. Mais j'avais été très influencé par ce prof d'anglais qui était un puits de connaissances en langues, on a fait du français ensemble, français et anglais, et il m'avait rempli la tête dans les deux ou trois dernières années du lycée, pour que je devienne professeur d'anglais. Et ça, ça m'a marqué. J'ai passé le premier bac avec la mention bien, de bonnes notes en math et physique, et en discutant avec lui, pour choisir la deuxième partie, il m'a conseillé la voie littéraire. Alors j'ai fait philo. J'ai eu un bac assez bien.

**Habib** - Vous étiez convaincu de faire philo ?

**Mohamed** - Il m'avait convaincu de suivre cette voie. Alors j'y suis allé. Mais une fois que j'ai passé mon bac philo, je me suis demandé si je voulais vraiment devenir professeur d'anglais. Je ne me voyais pas professeur d'anglais dans un collège ou dans un lycée, avec une bande de petits gosses ! Alors enseigner l'anglais ? Non. J'ai même envisagé de refaire la deuxième partie du bac en maths élémentaires ou en sciences expérimentales. Et puis mon père avait un ami français qui travaillait dans une société d'achat de céréales et à laquelle mon père livrait sa production dans la première ferme qu'il avait acquise, qu'il avait acquise en abandonnant ses activités d'exploitant forestier, par l'injonction de son père, alors qu'il avait une activité florissante !

**Habib** - Alors il s'installe comme agriculteur après, il obéit à son père.

**Mohamed** - Il obéit à son père, donc il vend les entrepôts. Parce que pour acheter, il n'avait pas d'argent, les banques ne lui avaient pas fait crédit. Il n'avait pas fait fortune, mais il vivait bien, nous vivions correctement, voiture américaine, bien entendu. Donc il a décidé de vendre tout ça.

**Habib** - Pour acheter une ferme.

**Mohamed** - Il a commencé à acheter des petits bouts du côté de Béni Sadden, à une trentaine de kilomètres de Fès. Dès qu'il avait commencé à acheter, ça se savait qu'il y avait quelqu'un qui allait acheter et donc tout ceux qui voulaient vendre leur petite propriété ... Il avait réussi à avoir à peu près une centaine d'hectares au bout d'un an ou deux.

**Habib** - Des céréales, surtout ?

**Mohamed** - Oui, oui, c'est une zone d'agriculture, *bour*, donc pas d'irrigation, uniquement la pluie. Mais c'était une terre assez fertile.

**Habib** - Il y avait de l'élevage, dans son exploitation ?

**Mohamed** - Oui, il y avait toujours des vaches, il y avait toujours du lait, du beurre.

**Habib** - D'accord. Et donc il y a cette expérience, avec la ferme, vous avez l'habitude et vous réussissez votre bac, et là au moment de la décision de l'École supérieure, de la formation supérieure je veux dire, qui a pris la décision, vous ou votre père ?

**Mohamed** - Non, c'est moi qui ai pris la décision, c'était assez exceptionnel d'ailleurs d'aller dans cette voie, d'étudier la médecine vétérinaire.

**Habib** - Vous saviez que c'était ce que vous vouliez faire ?

**Mohamed** - Oui. Ça m'a été soufflé par cet ami français. Parce que, de temps en temps, je me retrouvais avec mon père et lui dans la même voiture. Et évidemment, il s'intéressait à moi, il me demandait ce que j'allais faire. Pendant toutes mes études, quand il avait l'occasion de me rencontrer quand j'étais avec mon père, il me posait des questions : « Alors comment ça va, comment tu vois les études ? Est-ce que tu es bon en ceci, en cela ? ». Après avoir fini le bac, je l'avais rencontré et il m'avait demandé ce que j'allais faire. Et je lui avais dit que je pensais faire professeur d'anglais, mais que je ne me voyais pas très bien dans cette fonction d'enseignant, d'anglais notamment. Il m'avait alors dit : « Mais pourquoi tu ne ferais pas vétérinaire ? C'est un métier intéressant ! »

Alors je m'étais renseigné. Il y avait une classe préparatoire dans un lycée de Casa, qui à l'époque s'appelait le lycée Lyautey de Casa. Après l'indépendance c'est devenu le lycée Mohamed V. Il avait été cédé par la France qui a créé à Casa un deuxième lycée Lyautey. Moi, j'ai suivi l'ancien. Il y avait une préparation commune, agro-véto. On était six, on était deux véto, et un qui faisait une préparation pour HEC. On avait des cours communs de français, de math physique avec le gars d'HEC. Puis il y avait d'autres camarades qui se présentaient aux écoles d'agronomie.

**Habib** - Et après cette préparatoire ?

**Mohamed** - Nous avons refait une deuxième année en France, une deuxième année au lycée Pierre de Fermat à Toulouse.

**Habib** - Et ça c'était avec une bourse ? l'Etat vous a envoyé ?

**Mohamed** - Oui, en général, pour que ce soient des écoles françaises, il y avait des bourses données par la France. On a bénéficié automatiquement de la première année.

Je pense que pour les classes préparatoires, on n'a pas eu de bourse. Ce sont les parents qui ont pris en charge si mes souvenirs sont bons

**Habib** - Y compris l'année passée à Toulouse ?

**Mohamed** - Alors à Toulouse, c'est là où on a commencé à avoir une bourse.

**Habib** - Vous aviez quel âge quand vous arrivez à Toulouse ?

**Mohamed** - J'ai passé mon bac en 1956, la deuxième partie du bac, l'année de l'indépendance. Donc 18 ans. C'était de 19 à 20 ans à Toulouse. Nous sommes rentrés à l'école Vétérinaire de Toulouse en octobre 58. J'ai fini mes études de véto en 62.

J'ai passé ma thèse en 64 parce que j'avais passé une année à Alfort, où il y avait un nouveau cours sur les industries et l'hygiène des viandes. J'avais suivi ce cours parce que voulais être dans une ville, travailler dans une ville et il y avait un grand abattoir à Casa. Je me suis dit que probablement j'aurais un poste à Casablanca.

Quand je suis rentré après avoir fait cette année supplémentaire, je me suis présenté au ministère. Et il y avait à l'époque un directeur de service de l'élevage, un vétérinaire algérien qui avait grandi au Maroc. Ses parents avaient une petite ferme dans le Gharb, dans la région du Gharb, un peu au nord de Rabat. C'était le docteur Belcourber qui est par ailleurs devenu, après l'indépendance de l'Algérie, ministre de l'Agriculture, il a rejoint l'Algérie. Ils l'ont appelé pour être ministre de l'Agriculture.

Quand je me suis présenté, j'avais 24 ans, je lui demandé s'il y avait un poste pour moi. Il m'a dit : « Mais Si Mohamed, vous êtes très jeune ! Pourquoi vous voulez travailler déjà ? Est-ce que vous avez vraiment des besoins de travailler ? » J'ai répondu que mon père avait sa ferme et qu'il n'avait pas besoin que je travaille pour l'aider. Il m'a dit : « Tu es trop jeune pour travailler, va t'amuser ! Va étudier autre chose ! » Alors je me suis dit qu'après tout, il n'avait pas tort. J'avais repéré une formation à l'Agro de Paris, en alimentation, il y avait deux cours spéciaux, deux trimestres de formation, des cours renforcés. Le premier, c'était l'alimentation des animaux domestiques et le deuxième, c'était l'agriculture.

**Habib** - Et vous aviez toujours une bourse ?

**Mohamed** - Oui, elle était renouvelée tant qu'on informait les services. Il y avait un service d'ailleurs installé à Paris, qui était réservé, je pense aux Marocains ou aux Maghrébins, rue des Écoles. Il y avait une petite cité universitaire, et à côté ou dans cet immeuble, il y avait un service des bourses de coopération. Quand j'étais à Paris, c'est là où je renouvelais ma demande.

**Habib** - Ça dure combien de temps le séjour à Paris ?

**Mohamed** - À Paris, j'ai séjourné cette année, et les deux années de formation. Au lieu de faire une troisième année d'agro, j'ai fait deux formations spécialisées pour entamer un programme de recherche à l'INRA. Je devais aller à Jouy en Josas où il y avait un centre

de recherche zootechnique dans lequel je devais passer quelques mois, pour commencer à me familiariser avec la recherche agronomique en matière d'alimentation et ensuite rejoindre un domaine spécialisé en élevage avicole. Comme j'ai eu quelques problèmes de bourses, puisque j'avais changé de formation, j'ai trouvé du travail dans un gros cabinet vétérinaire dans l'ouest de la France, dans une zone de l'élevage du Charolais.

**Habib** - La partie études ça s'arrête quand ?

**Mohamed** - Au mois de juin, j'ai reçu une décision du nouveau directeur, signée par le ministre, me nommant directeur adjoint des abattoirs de Casablanca. Voilà, on me demandait de rejoindre mon poste. Comme j'avais prévu avec le cabinet vétérinaire qui m'avait accueilli, je ne pouvais pas rentrer immédiatement. Mais le directeur m'envoie ça avec un petit mot, ci-joint la décision de Monsieur le ministre, à toi de décider de ce que tu vas faire.

**Habib** - Je vous arrête un peu ici. Vous étiez jeune, vous aviez une fiancée française, vous étiez déjà en France, vous n'aviez pas de problème de séjour, ça ne vous a pas un peu intéressé de rester en France, de vivre en France ?

**Mohamed** - Eh bien écoutez, oui, je peux vous dire que j'ai eu plusieurs propositions. Mais j'avais un contrat avec le ministère de l'Agriculture Marocain qui était l'employeur des vétérinaires et par conséquent, il fallait que je le rembourse. Et huit ans de Bourse, ça faisait à peu près 40 000 dirhams. Et puis j'avais mes parents. Et dans notre tradition, on n'abandonne pas ses parents, même si mes parents n'avaient pas besoin de moi.

**Habib** - Et donc finalement, vous décidez quand même de rentrer, et là vous prenez un poste. En quelle année ?

**Mohamed** - Le 15 septembre 1965, je retourne au Maroc définitivement. Je vais voir le directeur de l'élevage puisque j'avais sa décision. Je suis allé le voir pour lui dire que j'avais reçu sa décision, mais que j'avais un contrat avec l'INRA. Il m'a dit que la décision venait du ministre, qui était le patron de la direction de l'élevage et de la direction de l'INRA. Par conséquent, je devais travailler ici.

**Habib** - Je sais que vous avez été directeur d'un grand institut marocain et je crois que c'est la partie, si vous n'êtes pas d'accord vous me corrigez, mais j'ai l'impression que c'est la partie la plus importante de votre vie professionnelle. J'aimerais bien qu'on prenne un peu de temps là-dessus.

**Mohamed** - Bien sûr. Oui effectivement. J'ai donc travaillé à Casablanca comme directeur adjoint des abattoirs, mais en réalité, je n'y ai pas exercé beaucoup.

J'avais alors un confrère et ami, le docteur Fassi Ferri, vétérinaire diplômé de l'École Nationale Vétérinaire de Lyon et spécialisé en microbiologie immunologie et virologie à l'Institut Pasteur de Paris, qui a eu la responsabilité du Laboratoire National Vétérinaire de Casablanca en tant que directeur lorsqu'il est rentré au Maroc. Au début février, mon ami me dit : « Ecoute, il y a une surmortalité de chevaux et de mulets dans la région d'Agadir, dans le sud du Maroc et malheureusement, les échantillons qui me parviennent de là-bas ne me permettent pas de faire un diagnostic pour déterminer la nature de cette maladie et surtout l'agent causal. Je sais que tu as une expérience de pratique de la médecine vétérinaire, et j'aimerais bien que nous partions ensemble à Agadir pour essayer de voir de quoi il s'agit sur place et de faire à ce moment-là, les prélèvements qu'il faut. » Parce que

lui, en tant qu'homme de labo, il savait, en fonction de la nature de la maladie quels échantillons pourraient lui permettre de déterminer l'agent causal.

C'était une aventure qui m'intéressait et je lui ai demandé de contacter lui-même le directeur pour lui faire la proposition de notre départ volontaire, afin de déterminer de quoi il s'agissait dans cette province. Il a bien sûr obtenu l'accord immédiat. Nous étions deux à partir et l'administration de la direction de l'élevage m'a demandé d'être le chef de la délégation parce qu'il fallait prendre contact avec les autorités locales sur place et ensuite continuer à avoir des contacts pour accéder aux éleveurs.

Nous sommes donc partis et pour moi ça a été une découverte de toute cette région au sud de Casablanca. Et donc c'était aussi un voyage agréable.

Dès que nous sommes arrivés, nous nous sommes présentés chez notre confrère. C'était un Espagnol qui ne nous a pas apporté beaucoup d'informations. Il était déjà avisé de notre venue par la direction de l'élevage et des services vétérinaires, et que nous étions envoyés pour essayer de déterminer par des examens cliniques ce qu'était cette maladie et ensuite, si nécessaire, pour faire les prélèvements nécessaires afin de déterminer l'agent ou les agents qui la causaient.

Par la suite, nous avons pris rendez-vous avec le gouverneur de la ville qui nous a très bien reçus et je lui ai demandé de prévenir toutes les autorités sous son autorité. Nous voulions pouvoir visiter des animaux malades mais encore vivants, parce que c'était une maladie mortelle, d'après ce qu'on savait. On voulait voir des animaux vivants, que je puisse, moi personnellement, les examiner cliniquement, de la tête aux pieds. Et puis, des cadavres tout frais pour que je puisse faire encore moi-même des autopsies et relever toutes les lésions. Nous sommes partis, nous avons commencé après cette visite, monsieur le Gouverneur ayant fait un excellent travail. Nous avons pu voir, avant de faire le diagnostic clinique, des animaux vivants, des cadavres autopsiés, essentiellement, discuter avec les éleveurs pour avoir des compléments d'informations sur cette maladie, des choses qu'ils avaient observées.

Auparavant, avant de descendre sur Agadir, j'avais pris à la bibliothèque du Labo un ou deux bouquins sur les maladies des équidés, puisqu'il s'agissait d'une maladie inconnue et donc peut-être une maladie qui venait d'être introduite dans le pays. Alors au cours des examens cliniques je demandais à mon ami de prendre note de mes observations. Et puis, le soir, quand on rentrait après une journée, je reprenais le cahier avec les bouquins et je lisais.

**Habib** - Vous êtes arrivé à une conclusion ?

**Mohamed** - Au bout de quelques jours, j'avais remarqué un signe particulier au niveau de l'œil de l'animal vivant mais malade. C'était bombé. Et le hasard a fait que je suis tombé sur la maladie qui se distinguait d'autres maladies virales par ce signe différent, cette saignée qui était bombée. Alors j'ai dit à mon ami qu'il s'agissait de peste équine et qu'il fallait confirmer au niveau du laboratoire. Nous avons avisé le directeur de l'élevage des résultats cliniques de notre investigation et que nous allions faire des prélèvements, mais qu'au Maroc on n'était pas en mesure de faire le diagnostic pour identifier le virus.

A l'époque, le Maroc avait de bonnes relations avec l'Iran qui avait une faculté de médecine vétérinaire et un grand laboratoire pour faire le diagnostic des maladies animales ainsi qu'un grand laboratoire de production de vaccins. Nous avons donc envoyé les échantillons à ce

laboratoire iranien, qui nous a confirmé qu'il s'agissait bien du virus de la peste équine, et l'Iran s'est engagé à nous fournir les vaccins.

J'ai repris ma place aux abattoirs de Casa puis on m'a demandé de retourner à Agadir au mois d'avril pour organiser la campagne de vaccination. C'est ce qui m'a permis d'ailleurs de bien connaître la région parce que j'en ai fait le tour. A l'époque la région d'Agadir partait d'Essaouira et ça allait jusqu'à la frontière avec les provinces sahariennes qui étaient occupées de l'autre côté par les Espagnols.

J'avais fait un programme que j'avais donné à Monsieur le Gouverneur de cette province et il avait avisé toutes les régions, pour leur expliquer ce que nous attendions des autorités et ce que nous allions faire. Il fallait bloquer la circulation des chevaux pour éviter la circulation du virus, et c'était assez difficile parce que j'imagine qu'ils n'avaient pas suffisamment de personnel. Un jour, justement, à l'occasion d'une visite d'un éleveur qui avait un cheval, on avait trouvé un camion en pleine nature entrain de charger des chevaux parce qu'ils les remontaient à un marché de vente d'animaux du côté de Marrakech. Et nous leur avons dit qu'il ne fallait pas. Ils nous ont répondu : « Oui mais il y a des gens qui ont besoin d'argent, ils veulent vendre leurs chevaux, alors nous on achète, on est commerçants et on achète des animaux. Vous voyez, regardez, ils ne sont pas malades, ils n'ont rien ! » Bon, ça, c'est un cas, sans doute il y avait beaucoup d'autres cas pareils.

Donc voilà, c'est une première action à mon avis importante pour le pays.

**Habib** - Ça vous a marqué, c'était un moment important

**Mohamed** - Oui, c'est pour ça que j'en parle. Oui, parce que c'était une maladie qu'on n'avait pas et qui ne nous a pas été enseignée dans les écoles françaises parce que cette maladie n'existait pas en France. Elle existait essentiellement en Afrique du Sud. D'ailleurs, par la suite, quand je suis revenu pour le suivi de la vaccination, j'ai appris que certains éleveurs ont pu eux-mêmes savoir, je ne sais pas comment, qu'il s'agissait bien de la peste équine. Et ils avaient contacté des personnes ou un laboratoire en Afrique du Sud, avec laquelle à l'époque nous n'avions aucune relation.

**Habib** - Et donc vous, après cet épisode ?

**Mohamed** - Après cet épisode, je suis retourné à mon poste de travail à Casablanca et j'ai appris qu'on allait me muter, c'était en 1966. On m'a muté aux abattoirs de Rabat parce qu'il y avait là-bas un vétérinaire français qui avait eu un problème, un fils qui avait reçu une balle en passant dans une zone interdite à la circulation. Par conséquent, il était obligé de rentrer à Paris, son fils ayant été paralysé pour la vie.

J'y suis donc allé, j'étais fonctionnaire, et on m'a proposé de venir comme directeur, on me faisait confiance. Donc c'est un poste que j'ai accepté.

**Habib** - Vous êtes resté combien de temps à ce poste ?

**Mohamed** - A Rabat je suis resté sept ans et demi environ.

**Habib** - Donc jusqu'en 73 à peu près ?

**Mohamed** - En 74. Il y a eu un changement de gouvernement. Un nouveau ministre de l'Agriculture est arrivé, et au niveau de la direction de l'élevage qui est une direction centrale

au Ministère, la division de la santé animale était vacante. Il y avait, je crois, deux coopérants étrangers, un Bulgare et un Hongrois, qui étaient là. Les Français étaient déjà partis ou il en restait un, je crois, mais il était sur le départ. Il a travaillé quelques mois avec moi, lorsque j'ai pris la direction de cette division.

Pendant cette période où j'ai atterri aux abattoirs de Rabat, j'avais été appelé par un professeur de l'Agro de Paris chez qui j'avais suivi les cours de formation pour travailler avec l'INRA dans la recherche en agriculture. Ce monsieur débarque à l'Institut. C'était en 68.

**Habib** - À l'Institut ?

**Mohamed** - Institut Agronomique et Vétérinaire, Institut agronomique Hassan II de Rabat, dont le premier directeur a été monsieur Abdallah Bekkali, c'était un grand Monsieur, ingénieur agronome du génie rural, qui a travaillé un peu pendant la période du protectorat. Parce qu'évidemment, il a commencé ses études beaucoup plus tôt que moi. C'était un des premiers cadres du génie rural. Ils étaient quatre ou cinq Marocains à l'époque. Lui a travaillé au Maroc. À l'indépendance, il a été nommé secrétaire général du ministère, donc numéro deux. Et de là, je pense qu'il avait lancé l'idée de créer l'Institut. Nous avons l'École Nationale d'agriculture de Meknès qui était à l'époque l'École d'Agriculture de Meknès.

**Habib** - C'est la plus ancienne.

**Mohamed** - La plus ancienne. Elle formait des bacheliers, de niveau bac technicien supérieur. Ingénieur, pour ceux qui avaient le bac. Et c'était une école destinée aux enfants de colons essentiellement. Mais il y a eu quelques Marocains qui y ont accédé. Quand des Marocains avaient le niveau du bac ils pouvaient y accéder pour une formation.

**Habib** - Et l'Institut d'agronomie, il a été créé quand ?

**Mohamed** - Il a été créé, en tout cas les premiers étudiants sont entrés en classe préparatoire en 1966 et c'était une classe préparatoire provisoire faite au niveau de la faculté des sciences de Rabat, où on recrutait les gens qui avaient des bacs mathématiques ou sciences expérimentales. À l'époque, c'était toujours encore math élem et sciences expérimentales qui faisaient deux années de formation avec le même niveau que les années préparatoires en France. Et il y a eu, je crois, si mes souvenirs sont bons onze étudiants qui ont réussi pour être reçus à l'Institut Agronomique Hassan II.

**Habib** - Alors à quel moment vous vous prenez la responsabilité de ça ?

**Mohamed** - Je prends la responsabilité de cette institution le 1er avril 1984.

**Habib** - Sur décision du gouvernement.

**Mohamed** - Sur décision de Sa Majesté le Roi Hassan II. Il y a eu, comme vous le savez, en cette année 1984, des événements, des grèves, un peu dans tous les pays du Maghreb jusqu'à l'Égypte. 1983 parce qu'il y a eu des augmentations des prix des céréales etc., des mouvements qui ont été assez forts. En tout cas au Maroc, ils étaient assez forts. L'institut n'était pas un lieu révolutionnaire, mais des jeunes qui étaient contre le régime ont crié de manière violente, vous pouvez imaginer la violence lors de leurs écrits, leurs tracts. Par conséquent, la police était obligée d'agir, de pénétrer au sein de l'institution alors qu'il y a une protection en général, la police ne pénètre vraiment que s'il y a des troubles. Là l'Institut

était fermé. Monsieur Bekkali avait fermé dès que les grèves avaient commencé et qu'elles étaient dures. Il a préféré fermer. Mais il est resté quelques étudiants de troisième, quatrième année, cinquième année à l'institut, je suppose. Ce n'étaient pas les premières années. Et donc c'est là où il y a eu un peu de virulence dans leur réaction et que la police a dû intervenir.

**Habib** - Est-ce qu'à ce moment-là, vous étiez assez proche de cette contestation ? Vous étiez contre ? Vous aviez quelle position politique à ce moment-là ?

**Mohamed** - Je n'étais ni pour ni contre. J'étais neutre parce qu'il y avait des événements, il n'y avait pas une révolution. Il y avait des grèves. Les grèves étaient traitées malheureusement de manière peut-être brutale, parce que ça atteignait peut-être un niveau que le pouvoir ne pouvait pas accepter, donc il y a eu des interventions assez brutales.

Moi je travaillais aux abattoirs, je n'avais pas de nouvelles. Je n'avais pas de télé à l'époque. Ce qui fait qu'en fait, je ne suivais pas tellement. Il y avait la radio effectivement, on entendait, mais les radios, c'étaient des radios nationales.

**Habib** – Ce n'est pas par la radio que vous avez appris que vous étiez nommé !

**Mohamed** - Non ! A ce moment-là, j'étais directeur d'une société d'État où je suis resté aussi un peu plus de sept ans. Parce qu'après mes deux ans au service central du ministère, j'avais prévenu le ministère que j'avais déjà un accord avec le directeur de mon prédécesseur au sein de l'Institut, monsieur Abdallah Bekkali, je donnais des cours chez les agronomes, donc je connaissais l'Institut.

Je travaillais dans l'institut comme vacataire, parce qu'avec le professeur Delage, on avait fait un programme particulier que je pouvais enseigner, c'est à dire donner à l'agronome des notions sur les maladies, puisque l'agronome allait être responsable dans une région où il y avait de l'élevage, il fallait qu'il ait quelques impressions de choses qu'il allait contrôler. Les maladies contagieuses, en tant que responsable, il fallait qu'il sache ce que c'était. Je les amenais au niveau des abattoirs pour leur montrer des carcasses et leur montrer les différences entre les animaux sélectionnés, les charolais, les races étrangères qui étaient déjà sélectionnées pour la viande. Les conformations. Leur parler de ce côté de productions animales, voici les animaux et voici les autres, qu'il faut maintenant, soit croiser pour faire leur développement, soit changer.

Donc je connaissais la maison puisque j'assistais aussi aux mémoires des étudiants du département de production animale en tant qu'assistant du professeur Delage et avec des coopérants. J'étais le premier Marocain là-bas, avant le professeur Dessouss qui m'a succédé après. Je l'avais proposé évidemment au ministre, c'était un garçon sérieux, grand chercheur, grand enseignant, je veux bien le dire.

**Habib** - Tout à l'heure vous m'avez dit que vous aviez été nommé par Sa Majesté. J'imagine que ces grandes décisions sont toujours signées, étaient du moins signées par Sa Majesté. Mais est-ce que vous savez pourquoi on vous a choisi vous ?

**Mohamed** - Alors un jour, le ministre de l'Agriculture Monsieur Dominati, qui est resté onze ans ministre de l'Agriculture alors qu'auparavant on en avait tous les ans ou tous les deux ans au maximum, m'appelle.

J'étais donc directeur d'une société d'État où on avait un élevage de vaches laitières et de

vaches à viande. On avait comme mission de préparer des géniteurs pour les croisements. La race locale avec les races améliorées pour avoir une production de viande plus importante, et on avait aussi un grand élevage de vaches laitières à l'époque, des Pies Noires, importées de France, de Hollande, d'Allemagne, il y avait des importations de différents pays. Dans la région de Meknès on avait une ferme récupérée lorsqu'on a repris les terres aux colons. On avait alors créé des sociétés d'État et la COMAGRI était l'une des premières. On m'avait nommé directeur de cette société. On m'avait poussé à prendre ce poste alors que j'avais convenu de travailler avec M. Bekkali, puisque j'avais été à l'origine de la création de l'enseignement vétérinaire. D'où le nom de l'Institut qui avait changé, Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II.

**Habib** - Ça a changé en quelle année ?

**Mohamed** - Ça a changé, je pense en 1969-70, lorsque nous l'avons créé, parce que le ministère voulait créer une école vétérinaire à part.

J'étais enseignant vacataire à l'Institut agronomique. Il y avait beaucoup de place, il y avait du terrain. Et puis par mon expérience, je savais que les formations d'agronomie et de vétérinaire avaient beaucoup de points communs, des enseignements qu'on pouvait même faire ensemble. Je me disais que placer l'enseignement vétérinaire dans un ensemble d'écoles d'ingénieurs, qu'il y aurait une possibilité de travailler ensemble dans des projets de recherche, parce que lorsqu'on pense qu'un cadre va dans une ferme, et bien s'il y est agro, il doit travailler parfois en même temps qu'avec le vétérinaire, avec le gars de l'industrie alimentaire, etc.

Et donc il y a une idée que je voulais introduire, parce que la médecine vétérinaire est en général séparée dans les écoles françaises. Il y avait les écoles vétérinaires françaises et les écoles d'agronomie françaises, et ni l'une ni l'autre ne cherchaient à travailler ensemble.

J'ai pensé qu'il fallait travailler ensemble parce que demain, sur le terrain, on travaillerait ensemble. Donc il valait mieux se connaître déjà en tant qu'étudiant, ça faciliterait encore le travail en collaboration.

**Habib** - Et donc, au moment où vous vous en prenez la responsabilité, c'était déjà l'IAV ?

**Mohamed** - C'était déjà l'IAV. Et je pense que la première promotion de formation des vétérinaires a été ouverte en 72, lorsqu'il y a eu la première promotion de sortie d'ingénieurs agronomes.

**Habib** - Est-ce que vous savez pourquoi on vous a choisi vous, pour prendre le poste de directeur de l'IAV ?

**Mohamed** - Je ne sais pas pourquoi on m'a choisi. D'ailleurs, je peux vous dire moi même que si vous m'aviez posé cette question avant, lorsque vous étiez venu me voir à la COMAGRI un jour, pour faire une histoire comme celle-ci, l'histoire orale d'un cadre vétérinaire qui devient gestionnaire de société après avoir été responsable ....

**Habib** - Qui devient directeur de l'un des instituts de formation, le plus important non ?

**Mohamed** - Si vous m'aviez posé la question « Après la COMAGRI qu'est-ce que vous voulez faire ? » Je vous aurais dit : « Écoutez, je ne sais vraiment pas si je vais rester dans l'administration ou si je vais me lancer dans la médecine vétérinaire libérale. »

Pourquoi ? Je vous aurais dit, écoutez monsieur, moi, depuis que j'ai pris mes fonctions au niveau de l'administration marocaine, j'ai trouvé que la médecine vétérinaire n'avait pas de loi sur la profession. Il y avait un vide juridique. Le vétérinaire était classé avec les kinés, peut-être même les sage-femmes.

Oh, il y avait des vétérinaires français qui étaient installés. Oui, mais eux, comme des gens qui étaient là mais qui savaient qu'ils étaient dans un protectorat et par conséquent appelés un jour à partir, et donc ils n'ont pas fait l'effort de proposer une loi.

J'étais président des vétos, à la demande de confrères, on était peu nombreux quand on a créé une association vétérinaire du Maroc, l'ANVM, Association Nationale des Vétérinaires du Maroc. Le secrétariat général du gouvernement, n'avait pas voulu à l'époque qu'on mette « Marocain ». Parce que Sa Majesté Hassan II voulait garder toutes les professions ouvertes à l'installation de confrères Algériens, Tunisiens, Français, Italiens, Africains, pour ne pas fermer la porte à d'autres. Et donc on nous a dit c'est du Maroc.

Le ministère un jour décide de créer une école vétérinaire. J'étais vacataire à l'Institut et, connaissant bien Monsieur Bekkali, je lui ai dit qu'il fallait faire cette formation ici, chez nous, à l'Institut, avec les agros, avec les autres, parce que nous avons des choses à faire en commun. Il m'a répondu que les vétérinaires ne seraient être contents, parce qu'ils ne voulaient pas être avec les agronomes dans cet institut. Je lui ai dit : « Ecoute, toi tu t'occupes du ministère, moi je m'occupe des vétérinaires. » Et nous avons réussi ainsi à installer la médecine vétérinaire au sein de l'Institut. Et au départ, effectivement, j'ai eu quelques critiques, mais beaucoup de projets sont nés entre les filières Industrie Alimentaire, agros et vétos ont réussi à travailler ensemble dans des projets de recherche.

Et j'ai reçu la visite de Monsieur le ministre de l'Agriculture français du temps du gouvernement Mitterrand, Monsieur Nallet, qui m'a dit Monsieur Sedrati, je vous félicite pour ce que vous avez créé. Nous sommes en train d'essayer et nous n'arrivons pas à le faire. Le Maroc a réussi ça, de faire un ensemble des écoles, alors qu'en France vous avez l'Agro, vous avez les IAA, vous avez les écoles vétérinaires etc. Eh bien Bekkali avait réussi à faire les Industriels et les Agros ensemble, et moi je peux en être fier. J'ai réussi à mettre la médecine vétérinaire là-bas.

**Habib** - Et après, donc vous prenez la responsabilité en 84 ? Vous y restez onze ans, à l'Institut, comme directeur.

**Mohamed** - Près de treize ans et demi à peu près, du 1<sup>er</sup> avril 1984 au 2 Janvier 1998.

**Habib** - Alors je sais que c'est très difficile de poser cette question Est-ce que vous pouvez faire un bilan de ce que vous avez fait dans le cadre de l'Institut ? Les trois ou quatre décisions les plus importantes que vous avez prises ?

**Mohamed** - Alors d'abord, comme vision personnelle je me suis dit qu'en tant que directeur, je dois servir une communauté d'enseignants chercheurs pour faciliter leur enseignement et leurs travaux de recherche.

Et par conséquent, je me suis abstenu de continuer à donner des cours, j'étais un responsable de la direction, je devais pouvoir servir tout le monde Si je continuais à enseigner, j'allais être un enseignant chez les vétérinaires et par conséquent, on allait souvent me demander mais Ecoute tu es le directeur, mais donne-nous un peu plus ..., je ne souhaitais pas être dans cette situation, je voulais rester quelqu'un de neutre parce qu'ici,

je devais servir les agros, les industries alimentaires, les topographes, les gens de l'horticulture d'Agadir et les vétérinaires.

**Habib** - Il y a des gens qui faisaient des sciences sociales ?

**Mohamed** - Evidemment, ça c'est un département. Bien sûr, je dois servir tout le monde et sans être partisan. Pour moi ils sont tous les mêmes et je n'ai pas à avantager ceux-là ou ceux-là. Je vais avantager ceux qui veulent travailler dans la recherche dans un cadre de multi institutions et de multi départements.

**Habib** - Il y a quelque chose dont vous êtes vraiment fier, une réalisation à l'IAV dont vous êtes fier ?

**Mohamed** - Oui, pourquoi pas. Vous allez voir TARGA tout à l'heure. J'ai passé huit ans à TARGA, après ma retraite, de 2001 à 2008, à peu près. Mais je continue, je suis toujours membre du bureau, donc j'ai toujours des relations. Alors pourquoi ?

Parce que, peut-être mon ami ne sera pas d'accord, mais je crois que j'étais à l'origine de la création de cette association. C'était au départ un groupe d'études et de recherches au sein de l'Institut. Lorsqu'à un moment donné on voulait encourager justement ce travail en commun entre départements, entre eux, j'étais encore directeur, on avait lancé l'idée avec le secrétaire général à l'époque, qui était le secrétaire général avec Monsieur Bekkali, et que j'ai gardé jusqu'au moment où je l'ai aidé à être promu directeur de l'enseignement et de la recherche au niveau central du ministère. C'était Monsieur Ferdaoussi qui pourra vous en parler parce qu'il a travaillé beaucoup avec eux ensuite, au niveau de TARGA.

TARGA est née d'un projet de coopération. Une coopération qui est née d'une initiative de Paul Pascon, un grand homme que je connaissais depuis 1972, lorsqu'au niveau de l'Institut mon prédécesseur Si Abdallah Bekkali avait lancé l'idée de créer des associations. Il avait créé, lui, l'ANAFID. Vous avez entendu parler Association Nationale des Aménagements Fonciers des Irrigations et du Drainage. Une grande association.

Il voulait donc, à l'image de cet ANAFID que l'on crée différentes associations. C'est à dire regrouper dans ces associations de nouveau style, des chercheurs, des enseignants chercheurs, des professionnels des sociétés, du secteur économique.

En fait, il voulait justement créer ce rapprochement et monsieur Bekkali m'a chargé de créer une association nationale dans la production animale dont j'ai été président depuis le départ. Et les collègues, qu'ils soient ingénieurs, vétérinaires ou professionnels qui étaient là ont toujours insisté pour que je préside lorsqu'on faisait des réunions.

Malheureusement, le secrétaire général de cette association qui a été mon successeur au niveau de l'Institut quand je suis parti a été à un moment-donné fatigué, malade, un problème de santé. Je ne voulais pas faire repartir l'association sans lui, parce qu'il y avait une grande amitié entre nous et j'ai laissé faire, personne du bureau d'ailleurs ne voulait, parce qu'ils disaient Tu sais, il faut qu'il soit avec nous. Donc petit à petit, elle est morte. Elle est toujours dans les papiers, mais l'activité ...

Il faut dire aussi que les mentalités ont changé. Il y a de moins en moins de gens qui veulent être actifs dans les associations. Mais je vous assure que dans toutes ces associations qui ont été créées à l'initiative de Monsieur Bekkali, il y a eu de grands travaux, l'ANAFID, il l'avait créée avec les ingénieurs du génie du génie rural marocain et des professionnels,

des sociétés, etc. Et c'est une association actuellement qui représente le Royaume du Maroc dans les grandes institutions qui traitent de l'eau, de l'irrigation et du drainage. La World Water Organization, l'UII, un tas de sigles que j'ai oubliés, mais c'est une association dont je suis fier aussi parce qu'elle a fait beaucoup de choses.

L'AMESOL, pour les sciences du sol aussi. La NAPAV, c'était pour la production, l'amélioration et la protection des végétaux. Donc il y avait ce groupe, nous c'est l'AMPA, l'Association Marocaine de Production Animale.

**Habib** - Tout ça c'était quand vous étiez directeur de la société ...

**Mohamed** - C'était créé avant que je ne sois directeur, dans les années 1970, 72, et je les ai bien sûr soutenues, dans la limite des moyens. Comme toujours, sans avantager l'une par rapport à l'autre.

**Habib** - Dans ce soutien que vous apportez à la recherche, vous l'avez dit, et aux associations. Est-ce que vous aviez derrière une vision de développement ? Est-ce que vous aviez une vision du développement ?

**Mohamed** - Exactement.

**Habib** - C'était quoi cette vision ? Moderniser l'agriculture ?

**Mohamed** - Plus que ça, plus que ça, puisque par exemple l'ANAFID avait créé une revue et ils l'ont intitulée Hommes, Terre et Eau. Dans notre vision que j'ai acquise au sein de l'Institut lorsque j'étais vacataire, parce que je participais aussi à des activités de réunions, à des activités de mémoire avec un jury composé de gens de sciences du sol, je peux dire je dois beaucoup à l'Institut parce que j'ai une formation axée justement sur le développement.

**Habib** - Et alors, c'était quoi cette vision ?

**Mohamed** - Alors oui, cette vision. Vous savez, lorsque je suis arrivé à l'Institut, ce 1er avril 84, Paul Pascon est venu me voir. Il m'a dit Tu sais bien qu'avec Bekkali on avait créé une direction qui n'avait pas d'existence légale. C'était la direction du développement rural, la DDR, il me dit qu'est-ce que tu en penses ? Ce que j'en pense, c'est que tu continues à travailler comme tu le faisais du temps de monsieur Bekkali. Moi, je ne suis pas là pour changer ce que faisait Monsieur Bekkali en matière d'enseignement et de recherche. Sans doute il y aura des évolutions. Ce n'est pas parce que je suis là, c'est parce qu'elles sont nécessaires, donc rassure-toi, toi tu peux continuer.

Et c'est le projet qui a fait TARGA, qui a donné la création de cette association, c'était un projet dans l'Ounaim, dans une vallée de l'Ounaim. Au départ c'était un projet de coopération à la suite d'une visite de Paul Pascon dans cette vallée.

Sa Majesté le Roi Hassan II à l'époque avait, dans un discours, annoncé la création d'une ligne de Chemin de fer qui irait de Marrakech à Agadir. Et selon l'ONCF, cette voie devait passer par cette vallée et par conséquent, M. Pascon, en tant que sociologue avait été contacté par l'ONCF pour faire une étude sur cette vallée, notamment voir les populations, leurs problématiques, ce qui pourraient les gêner. Et là il revient me voir et me dit : « Voilà, j'ai tout un dossier, je vais demander à l'Unicef un financement pour faire un film sur cette vallée, notamment sur la jeunesse où nous constatons une mortalité assez importante, la

jeunesse et puis évidemment le milieu qui entoure la jeunesse, la femme, les parents ... Les gens vivent dans la misère. Pas d'eau potable, pas d'assainissement. Dans les douars l'hiver est dur, les routes sont coupées. Il y a beaucoup problèmes. Nous allons pénétrer et puis commencer à faire des progrès. »

Il avait déjà une équipe avec lui au niveau de la DDR. Et il avait fait appel à M. Dahmane qui était dans un département de machinisme agricole, donc un peu spécialiste dans la mécanique, par sa formation, et il a formé une équipe complémentaire justement avec tout ce monde. Parce qu'ensuite, malheureusement c'était après sa mort, cette équipe a continué avec le professeur Mohamed Masseri qui était un grand géographe. Après la mort de Pascon cette équipe est venue me voir et j'ai dit bon, nous allons continuer le travail de Pascon dans cette vallée. Allez-y, je suis là pour vous encourager à continuer. On a continué et on a eu un très bon financement de l'Autriche avec un accord signé devant Monsieur le ministre de l'Agriculture pour être plus officiel.

Et donc voilà. Alors comment est née TARGA ?

C'est pour ça que je vous dis, c'est une de mes fiertés, c'est qu'à l'époque, j'ai eu la chance de trouver au sein de l'institut un compte destiné à recevoir des dons et des projets et le financement de projets de recherche, contractés hors du budget national. Il y avait le budget de l'institut et un compte destiné à recevoir des dons et du financement par des bailleurs de fonds. J'ai trouvé un projet, malheureusement en attente, beaucoup de problèmes, un projet d'habitat rural avec l'Office du Gharb, l'office de mise en valeur du Gharb, d'un enseignant du département. Et la chose ne marchait pas bien, mais c'était le seul projet. Et quand j'ai examiné les documents de ce projet, j'ai trouvé dans les archives une lettre de Monsieur le Trésorier général du Maroc, dans laquelle il répondait à une demande du ministre de l'Agriculture de l'époque, du temps de Si Bekkali, il autorisait l'Institut à ouvrir un compte destiné, mouvementé par seule signature du Directeur. Une aubaine.

Comment se fait-il que ce grand patron de la Trésorerie Générale, contrairement aux règles existantes du contrôle financier, a décidé de nous ouvrir un compte mouvementé par la seule signature du directeur ? Je n'ai pas de contrôleur financier, je n'ai pas d'agent comptable qui étaient, parce que je les ai eus pendant mes sept ans et demi à la COMAGRI, comme des ennemis, parce qu'ils vous bloquaient souvent.

**Habib** - Et là, vous étiez le seul maître à bord.

**Mohamed** - Là j'étais le seul maître à bord. Et il y avait déjà ce compte de 1 ou 2 millions de dirhams je pense. J'ai oublié le chiffre, on peut le trouver dans les archives si nécessaire, et ce compte, je l'avais vu fonctionner. Il y avait un ancien agent comptable des finances que Monsieur Bekkali avait recruté à la comptabilité pour être un lien avec le service du contrôle, mais d'avoir quelqu'un de chez eux, ça n'a rien facilité, ni de son temps, ni du mien !

Mais pour le compte projet, ils nous ont laissé tranquilles, sauf au moment des conseils d'administration. En tout cas lorsque j'ai dirigé l'institut, ils répondaient au ministre qui demandait s'il y avait des problèmes avec l'Institut, après avoir entendu mon rapport et après les discussions, qu'ils n'avaient pas de problèmes sur le plan budgétaire, mais qu'il existait un compte qu'ils ne contrôlaient pas que c'était problème.

Alors Monsieur Sedrati qu'avez-vous à dire ? J'ai dit que ce compte avait été ouvert avant mon arrivée, et que trouvais cette décision exemplaire.

Si nous voulons faire réussir la recherche dans nos établissements et nos universités, c'est ça ce qu'il faut. Bien sûr, mettre des millions de dirhams à la responsabilité d'un seul homme, sans contrôle financier, ça peut être gênant. Je le comprends. Je comprends la réaction des gens de finance. Mais il existe maintenant des méthodes de contrôle beaucoup plus pertinentes qui peuvent identifier la première, non seulement erreur, mais manigance ou vol. C'est le contrôle par audit confié à un cabinet d'expertise comptable.

Mais pendant ma période, ils ont essayé de ... un jour, ils ont bloqué le compte aux finances. Alors qu'il y avait une lettre officielle et je n'ai pas voulu créer de scandale. J'allais soit demander à l'un des enseignants d'écrire, parce qu'on avait des gens du PPS, on avait des gens de l'USFP. Je leur ai dit quand ils ont bloqué, c'est à vous de bouger. Vous, vous êtes des gens de la politique, ça c'est une affaire de politique.

**Habib** - Vous, vous n'étiez pas un politique ?

**Mohamed** - Moi, je n'étais pas dans la politique. Mais je suis allé voir le ministre des Travaux publics qui était à l'époque M. Kabbaj, grand polytechnicien et spécialisé à l'École des ponts et chaussées, ancien directeur des routes et directeur de la formation des cadres, pour lui demander de défendre ce système qui était une aubaine et aurait dû être développé.

**Habib** - Il y est arrivé ?

**Mohamed** - Non, il a mentionné la loi de 1962, alors qu'on était en 1990, loi française mais que la France avait changé et n'utilisait plus ! Mais nous, nous l'avons gardée parce que ça arrangeait beaucoup de monde.

**Habib** - Treize ans et demi.

**Mohamed** - Treize ans et demi.

Alors parti de l'Institut parce que le ministre dépêche un ancien des Finances que j'avais connu lorsque j'étais en fonction, soit au ministère, soit aux abattoirs et que le ministère me chargeait d'aller en mission pour représenter le ministère. À ce moment-là, on prenait notre ordre de mission, et l'indemnité était fixée à 500 dirhams par jour pour les missions à l'étranger. Je tombe sur ce monsieur qui était le chef du service du budget, et après avoir échangé, il a passé l'indemnité à 1000 dirhams par jour et bien évidemment, je l'ai remercié.

Puis après on a eu l'occasion de nous revoir. Et à ce moment-là, il était ministre des Pêches. Le ministère déclare qu'ils vont ouvrir une école de formation halieutique alors que cette formation existait à l'Institut et que le ministère des Pêches était membre du conseil d'administration de l'Institut. Et comme c'était devenu un copain, je l'ai appelé quand j'ai vu cet article. Je lui ai rappelé qu'il était membre du conseil d'administration de l'IAV qui a formé des centaines d'ingénieurs halieutiques ! Je lui ai proposé de lui faire une présentation de ce que faisait l'Institut en matière de formation d'ingénieurs pour la pêche. Et s'ils avaient besoin de changements dans les programmes, cela serait facile, parce que nous, en tant qu'établissement public, on n'est pas comme les universités. Il suffit que le conseil de l'établissement examine des modifications, et si le conseil accepte, c'est mis en place, et on informe évidemment le ministère. En revanche, au niveau de l'université, il faut passer par un décret signé, et que le ministre accepte.

**Habib** - C'est compliqué.

**Mohamed** - C'est beaucoup plus compliqué.

Alors on finit l'exposé, il y avait son secrétaire général, les deux directeurs, le directeur de pêches et le directeur de l'industrie. Puis on avait l'administration, la coopération. A la fin de la présentation, il m'a demandé de rester un peu avec lui, pendant que les enseignants allaient travailler avec les directeurs. Il m'a demandé si j'avais un enseignant à l'Institut qui pourrait diriger l'Institut National de Recherche Halieutique qu'il avait créé en dehors de l'Office National des Pêches, Office qui était destiné à développer la pêche maritime avec des grands bateaux.

**Habib** - Il vous demande de lui trouver un directeur

**Mohamed** - Il me demande de lui trouver un directeur. Et moi, comme c'était un copain, je lui dis mais pourquoi je ne serai pas candidat ? Ça m'intéresse de changer, ça fait presque 14 ans que je suis là. Et puis il y avait le gouvernement d'alternance qui allait venir, avec le risque de changer le directeur de l'Institut à la demande d'un parti. De plus j'arrivais à l'âge de la retraite. Il était étonné que je souhaite quitter cette grande institution qu'est l'IAV pour un petit institut de recherche.

**Habib** - C'était quelle année ?

**Mohamed** - C'était en 1997 et moi j'arrivais à la retraite en 1998.

Monsieur le ministre des Pêches a fait la demande à sa Majesté. Il a obtenu son accord et j'ai eu un contrat de deux ans puisque j'arrivais à la retraite. Il a fallu me faire un contrat pour que je puisse occuper la fonction de directeur. J'ai travaillé sur leur projet de statut et je lui ai dit que s'il me prenait comme directeur, il faudrait tout reprendre. Parce qu'il avait fait travailler les gens de l'Institut qui avaient fait une institution administrative au lieu de faire une institution de recherche, où toutes les personnes qui étaient là s'étaient redonné des positions de chef.

Et j'avais quand même une expérience nationale, en dirigeant cette grande institution de l'agriculture. J'avais aussi une expérience internationale, avec la coopération avec les États-Unis, avec la France, avec l'Angleterre, avec l'Italie, avec l'Espagne. Je lui ai dit que ce que ces gens de l'institut avaient fait, c'était du siècle passé et que moi, j'espérais pouvoir apporter quelque chose pour l'avenir.

Voilà ma conclusion. C'est-ce que j'ai essayé de faire à l'Institut, je crois. Oui, c'est une de mes fiertés parce qu'avant de partir, les copains sont venus me voir, si Dahman Saïdi, Tozi, et Zegdouni, et quelques autres pour me parler de cette liberté de travail que nous avons, et de ma disponibilité.

Alors je leur ai suggéré de créer une coopérative de recherche, une coopérative des enseignants de l'institut, qui pourrait gérer ces projets puisque nous avons un compte à part. Parce qu'il y avait la menace de blocage du compte. Ils nous avaient déjà bloqués pendant deux mois mais j'avais réussi à obtenir une lettre au contrôleur financier, précisant que les projets seraient validés, avec une double signature.

Alors c'est une fierté parce que, par la suite, ils ont bloqué le compte à M.Guessous, qui a été mon successeur. Ils ont bloqué tous les comptes de l'Institut. Et comme les enseignants étaient payés par l'Institut, ils ont bloqué les salaires. Et forcément, il a été obligé d'accepter ce que voulait le ministère des Finances.

Après mon départ, le directeur du budget m'a appelé pour trouver une solution, avec Guessous et lui-même. J'y suis allé, et je leur ai dit de contrôler s'ils le souhaitent mais de surtout laisser cette liberté, c'est cette liberté qui avait permis à la recherche de se développer. Au départ il n'y avait qu'un projet, mais par la suite 40 ou 50 ! Je payais les gens, sur la base de leur engagement, et en fonction de leurs besoins, voilà, c'était comme ça.

**Habib** - Je ne peux pas arrêter cette interview sans vous dire que c'est véritablement impressionnant. Merci beaucoup. Je pense que vous en êtes très fier

**Mohamed** - J'ai laissé vivre ces associations, j'ajouterais que je les ai encouragées !

**Habib** - Quel bel itinéraire ! Merci beaucoup

**Mohamed** - Je vous remercie et vous félicite pour cette initiative.